



Délibération n°2016-66 – Annexe

Convention d'adhésion au dispositif d'accompagnement à l'efficacité énergétique des bâtiments des collectivités de Gironde

N° ECOSUITE MDE288

La convention suivante est passée entre :

La Commune de MONTUSSAN, représentée par Monsieur Frédéric DUPIC, dûment habilité à la signature de la présente par une délibération du conseil municipal en date du **8 décembre 2016**, ci-après dénommée « la Commune »

D'une part,

ET

Le SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde), représenté par Monsieur Xavier PINTAT, Président du SDEEG, dûment habilité à la signature de la présente par une délibération du bureau syndical en date du 11 juin 2015.

D'autre part,

Page 1 sur 15

PREAMBULE

Considérant l'enjeu que représente aujourd'hui la lutte contre le réchauffement climatique et la nécessité de diminuer le coût énergétique, la maîtrise de la consommation de l'énergie et le développement des énergies renouvelables sont devenus une préoccupation majeure pour toutes les communes.

Face à ce contexte énergétique et environnemental, le SDEEG, souhaite inciter les communes à s'engager sur la voie de l'utilisation rationnelle de l'énergie en les accompagnants dans la mise en œuvre de leur politique de bonne gestion énergétique.

Ainsi un dispositif d'accompagnement à l'efficacité énergétique du patrimoine bâtiments des collectivités adhérentes au SDEEG est lancé pour donner suite au dispositif initial lancé en 2011.

Ce dispositif a pour objectif de permettre aux communes :

- D'établir une carte énergétique de leur patrimoine.
- D'être sensibilisé à la maîtrise de l'énergie.
- De suivre les consommations et les dépenses énergétiques dans le temps.
- D'identifier les gisements d'économie d'énergie.
- D'évaluer et valider les potentiels en énergies renouvelables.
- D'être orienté vers les systèmes de production d'énergie les plus performants
- De mettre en œuvre rapidement des actions en maîtrise des consommations d'énergie et en énergies renouvelables rentables économiquement.
- De valoriser les travaux d'amélioration énergétique réalisés par l'obtention et la vente des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) générés.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités selon lesquelles la Commune va bénéficier de la formule « ECOSUITE » du dispositif d'accompagnement à l'efficacité énergétique de son patrimoine bâtiments réalisé par le SDEEG dont elle est adhérente.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS DU DISPOSITIF

En adhérant à la formule « ECOSUITE » du dispositif d'accompagnement à l'efficacité énergétique, la commune accède aux prestations de base et complémentaires suivantes :

2.1) Les Prestations de bases

2.1.1) Les diagnostics énergétiques bâtiment :

Le SDEEG mettra à jour les diagnostics énergétiques sur les bâtiments qui avaient été audités sur la Commune en 2011.

2.1.2) Un appui technique en éclairage public :

Le SDEEG met à disposition de la Commune son Service Eclairage Public pour des conseils sur ses opérations de rénovation et de modernisation de ses installations :

- En privilégiant l'utilisation de matériels et de techniques performants qui permettent de diminuer les consommations d'énergie.
- En privilégiant les équipements éligibles aux CEE.
- En ajustant le niveau d'éclairement à la norme EN 13-201 pour éviter les sur-éclairages et les dépenses d'énergie superflues. Un éclairage au plus juste assurant un niveau de confort et de sécurité suffisant.
- En ajustant les durées de fonctionnement aux conditions d'utilisation.
- En diminuant les nuisances de l'emploi excessif de lumière qui contribue au halo lumineux ambiant et à des préjudices sur le milieu animal et végétal.

- En privilégiant les fabricants qui s'engagent dans l'application de la Directive Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) transposée par le décret d'application N°2005-829 avec des taux de recyclabilité supérieur à 95% et la limitation d'utilisation de produits lourds comme le mercure et le plomb.

2.1.3) Le Suivi

Le suivi se décline par différents accompagnements durant toute la durée de l'adhésion au dispositif :

- **Mise à disposition d'un progiciel de suivi multi-sites/multi-énergies accessible via un portail internet.**

Ce progiciel est paramétré suivant les résultats des audits initiaux et garantira à la commune :

- La consultation, le suivi et l'analyse des consommations et des dépenses d'énergie du patrimoine bâtiments de façon détaillé ou global.
 - La comparaison des consommations au regard des années précédentes de façon à avoir un contrôle sur l'évolution de la part des sources énergétiques tout en visualisant l'impact des actions d'amélioration engagées.
 - La détection des dérives de fonctionnement, des erreurs de facturation et des éventuelles optimisations tarifaires.
 - L'établissement des étiquettes et de ratios énergétiques.
 - L'importation et l'exportation des données énergétiques via et sur des fichiers « Excel ».
 - La réalisation de rapports d'analyse
 - Le Suivi et la mise à jour du Plan Pluriannuel d'Investissement.
- **Mise à disposition du personnel du SDEEG ayant notamment pour missions :**
 - La mise à jour du progiciel.
 - Le suivi des consommations et des dépenses énergétiques.

- La sensibilisation et le conseil auprès des élus ou du personnel de la commune.
 - L'obtention et la vente des CEE issus des travaux d'amélioration énergétique effectués par la collectivité
- **Mise en relation avec des partenaires locaux pour des missions d'assistance** eu égard aux opérations d'amélioration énergétique identifiées (demandes de subvention, rédaction des dossiers de consultation, analyse des offres, conduite de travaux...)

2.2. Les Prestations complémentaires : Les Etudes Spécifiques

La commune, pourra faire réaliser une ou plusieurs études spécifiques (à la carte) lors d'un besoin. Après demande auprès du SDEEG, un devis sera émis à la collectivité ; cette dernière sera alors libre de l'accepter ou de le refuser.

Six sortes d'études, sur la base des cahiers des charges ADEME, sont proposées :

➤ **Le diagnostic du patrimoine Eclairage :**

Ce diagnostic permet d'obtenir:

- un listing précis et détaillé de tout le patrimoine Eclairage Public de la collectivité (état, performance...)
- une cartographie (points lumineux, commandes, réseaux)
- Conformité des installations aux réglementations et normes électriques en cours
- Préconisations détaillées et chiffrées (investissements, économies), avec constitution de programmes de travaux (mise aux normes, économies d'énergie, renouvellement du parc)

➤ **Audits bâtiments :**

- Diagnostic de Performance Energétique (DPE)
- Conseil d'Orientation Energétique (COE)
- Pré-diagnostic
- Audit thermique (avec ou sans thermographie)

➤ **L'Etude de Faisabilité des Solutions d'Approvisionnement en Energie :**

Cette étude est destinée à favoriser le recours aux énergies renouvelables et aux systèmes les plus performants. La collectivité aura la liberté de choisir la ou les sources d'énergie de la construction, guidée par les conclusions de cette étude qui viseront notamment à raisonner selon des indicateurs énergétiques, environnementaux et économiques.

Ainsi, la collectivité s'engageant sur des travaux de rénovation très lourds pourra réaliser, avant le dépôt du permis de construire, une étude de faisabilité technique et économique des diverses solutions d'approvisionnement en énergie pour le chauffage, la ventilation, le refroidissement, la production d'eau chaude sanitaire et l'éclairage des locaux.

Cette étude comparera le système d'approvisionnement en énergie pressenti à diverses variantes :

- Le recours à l'énergie solaire et aux autres énergies renouvelables.
- La possibilité de raccordement à un réseau de chauffage ou de refroidissement collectif ou urbain.
- L'utilisation de pompes à chaleur et de chaudières à condensation.
- Le recours à la production combinée de chaleur et d'électricité.

Si les travaux de rénovation ne touchent uniquement que l'enveloppe du bâtiment, l'étude ne traitera que les systèmes d'énergies renouvelables ayant recours au solaire thermique, au solaire photovoltaïque et à l'éolien.

Elle présentera les avantages et les inconvénients de chacune des solutions étudiées au regard des conditions de gestion du dispositif, des coûts d'investissement et d'exploitation, de la durée d'amortissement de l'investissement et de l'impact attendu sur les émissions de gaz à effet de serre.

Conformément à l'arrêté du 18 décembre 2007 entré en vigueur le 1^{er} avril 2008, cette étude est obligatoire pour la collectivité qui envisage des travaux de rénovation très lourds sur des bâtiments existants de plus de 1000 m².

➤ **Les Etudes de Faisabilité en Energies Renouvelables (EnR) : Photovoltaïque, Solaire Thermique, Géothermie, Bois Energie... :**

L'étude de faisabilité vise à **analyser précisément une solution technique** et à la **confronter aux contraintes techniques et économiques** du projet. Les solutions étudiées seront issues des conclusions des audits globaux patrimoine et se limiteront aux thèmes suivants :

- Le Solaire Thermique.
- Le Solaire Photovoltaïque.
- Le Petit Eolien.
- Le Bois Energie avec et sans réseau de chaleur.
- La Géothermie avec et sans réseau de chaleur.
- La Cogénération.

Ces études techniques complètes intégreront :

- Le rappel des objectifs et des contraintes du projet.
- Le dimensionnement et l'implantation du système.
- Le schéma de fonctionnement.
- L'analyse économique (investissement, aides et subventions possibles, temps de retour, charges annuelles et gains estimés par la vente).
- L'impact et intérêt écologique du projet (émission de gaz à effet de serre évitées et aperçu de l'impact environnemental du matériel (cycle de vie))

Les résultats de l'étude de faisabilité permettront à la collectivité de conclure sur l'intérêt technique et économique de la solution envisagée avant sa réalisation.

➤ **L'aide à la rédaction et à la passation de marchés d'exploitation des installations thermiques**

Cette prestation accompagne les Collectivités bénéficiaires dans le choix d'un prestataire d'exploitation de ses installations thermiques (chauffage, ECS, climatisation, etc.). Cette prestation recouvre la globalité de la passation du marché et comporte trois phases principales :

- Visite des sites et collecte des informations,
- Production du dossier de consultation des entreprises,
- Analyse des offres et mise au point du marché.

Cette prestation peut également être accompagnée d'un diagnostic d'exploitation des installations thermiques, c'est à dire d'une expertise externe sur la qualité du contrat d'exploitation en place et de ses installations thermiques (chauffage, ECS, climatisation, etc.) et de son suivi par l'exploitant.

Pour ce faire, le prestataire du SDEEG dresse un bilan de l'exploitation des installations des Collectivités comportant trois phases principales :

- Collecte des informations,
 - Analyse du contrat d'exploitation,
 - Examen du suivi du contrat par l'exploitant.
- **Prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'efficacité énergétique de bâtiments neufs ou en réhabilitation lourde**

Cette prestation vise à offrir aux Collectivités bénéficiaires des outils s'inscrivant dans une démarche qui considère **la sobriété et l'efficacité énergétique comme un combustible à part entière**. Il vise à donner la priorité aux économies d'énergies par rapport à toutes productions d'énergies, même renouvelables.

Afin de répondre aux différentes étapes d'un projet neuf ou de réhabilitation lourde visant la haute performance énergétique, les prestations sont réparties en quatre volets auxquels la Collectivité peut avoir recours séparément :

- Le volet **Programmation** comporte 3 prestations :
 - **L'assistance à programmation** permet à la Collectivité de choisir les cibles énergétiques à intégrer au programme.
 - **L'assistance au choix du projet** consiste à assister la Collectivité dans le choix du projet selon l'angle de la performance énergétique.
 - **L'étude de faisabilité d'approvisionnement en énergie** permet à la Collectivité d'obtenir cette étude réglementaire avant de déposer son permis de construire.

- Le volet **Conception** comporte 2 prestations :
 - **L'accompagnement du maître d'ouvrage au cours de la phase de conception et dans sa relation avec le maître d'œuvre** afin de veiller au respect et à la cohérence du projet avec le programme aux différentes phases de la conception.
 - **Les simulations thermiques dynamiques** qui permettent à la Collectivité de contrôler la performance du projet proposé par le Maître d'œuvre et d'étudier des pistes d'optimisation.

- Le volet **Exécution** permet de s'assurer de la conformité de l'ouvrage avec le CCTP de travaux en termes de performance énergétique au moyen de 4 prestations :
 - **La formation des acteurs du chantier BBC, Energie Positive...**
 - **Le contrôle des points clés par visite de chantier.**
 - **La mesure de la perméabilité à l'air de l'enveloppe du bâtiment,**
 - **Le contrôle du bâti par thermographie post réception.**

- le volet **Réception** comporte une prestation :
 - **L'instrumentation du bâtiment après réception** permet à la Collectivité de mesurer les performances énergétiques réelles d'un bâtiment.

ARTICLE 3 – MODALITES D'OBTENTION ET DE VALORISATION DES CERTIFICATS D'ECONOMIE D'ENERGIE

Le SDEEG se laisse la possibilité de concilier deux voies d'obtention et de valorisation des Certificats d'Economie d'Energie :

- Le SDEEG dépose directement les dossiers de demande de CEE correspondant aux opérations éligibles aux CEE et réalisées sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité. Les CEE délivrés sont ensuite vendus, après négociation, à un « Obligé » (fournisseurs d'énergie).
- Le SDEEG passe un protocole d'accord avec un « Obligé » pour la mise en œuvre de toutes les démarches permettant d'obtenir et de valoriser les Certificats d'Economies d'Energie (CEE) générés par la réalisation de travaux d'amélioration énergétique effectués par la Commune. Outre l'aspect CEE, ce partenariat aura également un rôle actif et incitatif dans l'exécution du dispositif d'accompagnement à l'efficacité énergétique entrepris par le SDEEG. Pour chaque dépôt de dossier de demande de CEE, au Nom de « l'Obligé », relatif à une opération ou groupement d'opérations de maîtrise de la demande en énergie ou de développement des énergies renouvelables, une convention d'application de l'accord conclu préalablement sera passée avec « l'Obligé ». Les CEE, délivrés après dépôt du dossier à la DREAL (ou auprès de toute autre autorité administrative compétente) et enregistrés sur le Registre National des CEE, sont valorisés par « l'Obligé » moyennant une participation financière versée au SDEEG pour un montant en Euro TTC par MWh cumac spécifié dans la convention d'application.

Le SDEEG informera la collectivité sur le mode de valorisation et d'obtention des CEE choisie pour ces travaux d'amélioration énergétique et fournira, si nécessaire, à la collectivité une copie du protocole passé avec « l'Obligé ».

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU SDEEG

Le SDEEG s'engage à :

- Désigner au sein du SDEEG un référent technique pour la Commune.
- Mettre à disposition son Service Eclairage Public.
- Mettre en place les moyens adéquats pour l'exécution des prestations de la présente convention.
- Traiter les informations communiquées et informer la Commune en cas d'anomalies tant pour le suivi périodique que pour le contrôle des factures.
- Transmettre un bilan annuel des consommations d'énergie assorties des recommandations prévues.

Le référent technique du SDEEG auprès de la Commune est :

- Nom : Matthieu POMIER
- Qualité : Technicien Energie
- Coordonnées téléphoniques : 05 56 16 10 70 ou 06 82 57 46 35

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La Commune désigne un Elu qui sera l'interlocuteur privilégié du SDEEG pour le suivi de l'exécution de la présente convention.

La Commune désigne un agent qui sera le référent du SDEEG et de ses prestataires pour la transmission des informations et l'utilisation du progiciel du suivi.

La Commune transmet au SDEEG ou à ses prestataires, toutes les informations nécessaires à la réalisation des études spécifiques, aux suivis périodiques, à l'enregistrement des nouvelles factures énergétiques (notamment les factures papiers de fioul, de gaz propane, de bois...qui ne permettent pas un automatisme dans la mise en jour du progiciel), à l'établissement des rapports d'analyse et à la constitution des dossiers de demande de CEE.

La Commune informe le SDEEG de toutes modifications réalisées (et dans la mesure du possible de toute évolution envisagée) sur l'existant pour ses bâtiments (isolation du bâti, changement des conditions d'utilisation, nouveaux équipements énergétiques, changement d'abonnement énergétique...). Chaque début d'année, la commune communiquera au SDEEG l'ensemble des travaux d'amélioration énergétique qu'elle a budgété.

La Commune s'efforce dans ses travaux de rénovation et de modernisation énergétique de s'orienter vers des choix permettant la délivrance des CEE. Elle atteste sur l'honneur que les opérations réalisées dans le cadre des fiches standards CEE respecteront les critères et les conditions de celles-ci.

La Commune informe le SDEEG de tout nouveau projet concernant les bâtiments.

La Commune mandate ou habilite le SDEEG et ses prestataires (audits globaux et progiciel de suivi) à accéder à ces données de consommations et de dépenses d'énergie relatives à ces points de livraison. Ainsi le SDEEG et ses prestataires pourront souscrire directement aux offres de service des différents fournisseurs d'énergie (Di@lege sous internet d'EDF, compte en ligne GDF SUEZ...).

La Commune atteste sur l'honneur du rôle actif et incitatif du dispositif d'accompagnement à l'efficacité énergétique dans sa politique de bonne gestion énergétique de son patrimoine pour la mise en œuvre d'opérations d'économie d'énergie.

La Commune autorise le SDEEG, dans le respect du décret n°2010-1664 pris en son article 6, à se prévaloir de l'ensemble des économies d'énergie qu'elle réalise sous sa maîtrise d'ouvrage par la mise en œuvre des travaux d'amélioration identifiés. Elle reconnaît ainsi au SDEEG la légitimité et la prérogative de déposer les dossiers de demande de CEE correspondant aux opérations éligibles aux CEE tout en acceptant les modalités d'obtention et de valorisation décrits à l'article 3.

La Commune atteste sur l'honneur de ne pas signer de conventions d'obtention et de valorisation des CEE avec d'autres acteurs pour l'ensemble des opérations d'économie d'énergie entrepris sur son patrimoine. De fait, elle s'interdit de

fournir à d'autres acteurs des documents qui permettraient de valoriser une seconde fois les opérations. Elle s'engage également à ne pas divulguer les conditions des protocoles d'accord transmis en copie et conclus entre le SDEEG et ses partenaires.

La Commune reconnaît être informée qu'elle est susceptible d'être contactée par les services du ministère chargé de l'énergie dans le cadre d'un contrôle des dossiers de Certificats d'Economies d'Energie concernant la nature des travaux et la réalisation effective de ceux-ci.

L'élus référent désigné par la Commune est :

- Nom : Monsieur Alban SEURIN
- Qualité : Adjoint au Maire
- Coordonnées téléphoniques : 06.24.94.34.45

L'agent référent désigné par la Commune est :

- Nom Monsieur Philippe SERVENTI
- Qualité : Responsable des services techniques
- Coordonnées téléphoniques : 06.88.94.96.90

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION ET DATE D'EFFET

La Commune adhère à la présente convention pour une durée de 5 (cinq) années à compter de la date de signature de la présente convention.

Les parties conviennent de se rapprocher, au plus tard trois (3) mois avant l'expiration de la convention, pour convenir des suites à donner à cette opération et, le cas échéant, définir de nouvelles modalités.

ARTICLE 7 – COÛT DE L'ADHÉSION

Le montant de l'adhésion à la formule « ECOSUITE » que la Commune s'engage à verser au SDEEG se présente de la manière suivante :

- Un coût fixe annuel des prestations de base qui est fonction du nombre d'habitants et du nombre de bâtiments à auditer :

0,25 €/habitant

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE FACTURATION ET DE RÈGLEMENT

Une facture annuelle sera établie sur la base du barème énoncé dans l'article 7 et sera émise dans le courant du 1^{er} trimestre de chaque année.

La facture sera réglée à réception de l'ordre de paiement par virement bancaire à l'ordre du SDEEG (mandatement).

ARTICLE 9 – RÉSILIATION

Tout manquement à ses obligations par l'une ou l'autre des parties pourra entraîner, à tout moment, la résiliation de plein droit de la présente convention à l'expiration de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure et le remboursement des fonds versés pourra être réclamé.

ARTICLE 10 – PROPRIÉTÉ ET DROITS D'UTILISATION DES RÉSULTATS

Le SDEEG pourra divulguer en mentionnant leur origine et/ou utiliser librement tout ou partie des informations et résultats qui lui seront communiqués par la Commune en exécution de la présente convention.

Toutefois, préalablement à une telle divulgation et/ou utilisation par le SDEEG, la **Commune, propriétaire des informations et résultats**, peut mettre en place toute protection légale et conventionnelle qu'elle jugera utile, de tout ou partie, de ces informations et résultats.

La commune s'engage à faire mention de la participation financière du SDEEG dans toutes les publications relatives aux prestations de la présente convention.

ARTICLE 11 - LITIGE

La présente convention est soumise au droit français.

Tout litige qui ne pourra être résolu à l'amiable entre le SDEEG et la Commune relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la convention sera soumis à la juridiction compétente.

Lu et approuvé

Fait en 3 exemplaires

A MONTUSSAN, le 8 décembre 2016

Pour la Commune de MONTUSSAN

Monsieur Le Maire

Frédéric DUPIC



Pour le SDEEG

Monsieur le Président

Xavier PINTAT